



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

VILLE DE VINCENNES

DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE

Arrêté réglementant l'occupation
du domaine public

**OBJET : Permis de stationnement –
prolongation échafaudage - 100, avenue de la
République - pan coupé - rue Diderot
sI**

Madame le Maire de Vincennes, Conseillère régionale d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le Code de la route ;

VU le Code des postes et télécommunications ;

VU le Code de la voirie routière ;

VU l'arrêté du 15 janvier 2007 modifié le 18 septembre 2012 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;

VU l'arrêté préfectoral du Val-de-Marne en date du 21 décembre 1971, relatif aux travaux au voisinage des lignes de distribution d'énergie électrique ;

VU le plan local d'urbanisme approuvé le 30 mai 2007, modifié le 17 décembre 2008, le 30 septembre 2009, le 29 septembre 2010, le 29 juin 2011, le 18 décembre 2013, le 29 mars 2016, le 30 janvier 2017, le 1^{er} octobre 2019 et le 5 juillet 2022 ;

VU le règlement sanitaire départemental, arrêté préfectoral du 26 février 1985 ;

VU l'arrêté municipal n° A-20-490 en date du 2 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature à M. Robin LOUVIGNÉ, adjoint au Maire ;

VU la décision n° DM-24-007 en date du 22 janvier 2024, fixant les droits de voirie et de stationnement à compter du 1^{er} février 2024 ;

VU la demande de prolongation, de Madame PANNETIER Tuonglinh demeurant 100, avenue de la République à Vincennes (94300) concernant le maintien d'un échafaudage sur pieds pour procéder aux travaux de surélévation de la propriété sise 100, avenue de la République à Vincennes ;

VU la transmission de la demande au Département du Val-de-Marne - STE en date du 21 mai 2024 ;

CONSIDÉRANT que ces travaux font l'objet d'un dossier de déclaration préalable auprès du service de l'urbanisme sous le n° DP 94080 22 00038 accordé le 14 février 2023 par arrêté n° 23-113 ;

ARRÊTE

ARTICLE I - Du 28 mai 2024 au 5 juillet 2024, au droit du n100, avenue de la République – pan coupé – rue Diderot, le pétitionnaire est autorisé à maintenir en place un échafaudage sur pieds conformément à la demande de prolongation et doit respecter les prescriptions suivantes :

Mise en place de l'échafaudage :

Côté avenue de la République :

. l'échafaudage sur pieds installé sur le domaine public a une longueur de 2 mètres et 50 centimètres et une largeur de 1 mètre et 50 centimètres ;

Dans le pan coupé :

. l'échafaudage sur pieds installé sur le domaine public a une longueur de 2 mètres et 50 centimètres et une largeur de 1 mètre et 50 centimètres ;

Côté rue Diderot :

. l'échafaudage sur pieds installé sur le domaine public a une longueur de 2 mètres et 50 centimètres et une largeur de 1 mètre et 50 centimètres ;

Les échafaudages sont installés sur un tunnel de protection supérieur à la hauteur du feux tricolore côté rue Diderot afin d'assurer en permanence et en toute sécurité le cheminement des piétons sur le trottoir.

. le premier plancher est à une hauteur supérieur à la hauteur du feux tricolore par rapport au niveau du sol et des protections sur les tubes doivent être mises en place ;

. il est conforme au décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 ;

. il est dûment signalé le jour et éclairé la nuit ;

. une protection efficace est installée sur l'échafaudage afin d'éviter tous rejaillissements de matériels ou de matériaux sur l'environnement ;

Durant toute la période de l'autorisation :

. rue Diderot, toutes les précautions sont prises pour que le feu tricolore soit visible pendant les travaux ;

. l'entreprise prend toutes les précautions afin d'éviter les poinçonnements et les dégradations sur les revêtements du domaine public ;

. toutes les précautions sont prises pour protéger le mobilier urbain installé sur le domaine public ;

. les ouvrages des concessionnaires restent accessibles à tout moment ;

. l'exécution de préparation de support, matériels ou de matériaux sur le domaine public est interdite ;

. le parfait état de propreté du chantier et de ses abords est assuré par le titulaire de l'autorisation ;

. le bénéficiaire de l'autorisation assume seul, tant envers la ville qu'envers les tiers ou usagers, la responsabilité pour tous dommages, accidents, dégâts ou préjudices quels qu'ils soient (matériels, corporels, ...) résultant directement ou indirectement des travaux qu'il a réalisés ou fait réaliser par un mandataire.

Suite au démontage de l'échafaudage les lieux sont remis immédiatement en leur état initial.

Dans le cadre de la mise en place d'une poulie ou d'un treuil :

. le surplomb de la poulie installée sur l'échafaudage au-dessus du domaine public pour le montage, le démontage ou tout chargement de matériaux s'effectue sans danger. Toutes mesures de précautions sont prises pour éviter la chute de matériaux et de matériels lors des manutentions ;

. la libre circulation et la sécurité des piétons sont assurées en permanence au moyen d'un passage protégé le long d'un périmètre de sécurité installé au sol, ou d'une déviation protégée sur les emplacements de stationnement. Ce cas de figure fait l'objet d'une demande de neutralisation auprès des services techniques et il appartient à l'entreprise qui entreprend les travaux de prendre en compte ces conditions liées à l'environnement ;

. la présence d'un homme trafic est exigée lors de la réception des matériaux, aucune manutention de levage ne s'effectue lors du passage des piétons.

ARTICLE II - L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers.

ARTICLE III - La structure une fois montée est vérifiée par un bureau de contrôle.

ARTICLE IV - Le pétitionnaire est tenu d'informer les concessionnaires des travaux à réaliser en façade, en adressant à ceux-ci une déclaration d'intention de travaux.

ARTICLE V - Cette occupation du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance.

ARTICLE VI - Tout dépôt de matériaux et de matériels sur le domaine public doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service voirie.

ARTICLE VII - Le présent arrêté fait l'objet d'une publication légale et est notifié au pétitionnaire.